

SCHWEIZERISCHE VERTRETUNG  
REPRÉSENTATION SUISSEin/à N a i r o b i

NO	FAD	Rx	(P/E)						
DATE	5.11	L							
ED	FL								
EDA	05.11.93								15
Ref.	p. B. 73 Bur 0								

Division politique II

D F A EIhr Zeichen  
Votre référenceIhre Nachricht vom  
Votre communication duUnser Zeichen  
Notre référenceDatum  
Date

350.0(BU)-DC/SF

29.10.1993

Gegenstand / Objet

Burundi: Coup d'état à Bujumbura du 21.10.1993 -  
Etat de la situation une semaine plus tard  
 I N F O R M A T I O N

Résumé

Le coup d'état déclenché par deux bataillons de l'armée le jeudi 21.10. à Bujumbura (infra, no. 1) paraît une semaine plus tard avoir échoué. La situation demeure cependant incertaine et dangereuse: d'une part les putschistes, dont on ne connaît pas encore avec certitude les principaux responsables (infra, no. 2), ne semblent plus dominer la situation et ont soumis le dimanche 24.10. des propositions de négociations au gouvernement en exil du Président Ndadaye (assassiné le jeudi-même du coup). D'autre part, le gouvernement en exil ne se voit pas en mesure d'établir le pouvoir gouvernemental - à défaut de confiance dans l'armée - et refuse d'accepter les propositions d'amnistie faites par les putschistes. La communauté internationale hésite toujours à donner suite à la demande du gouvernement en exil d'envoyer une "troupe d'interposition" (infra, no. 3). Au demeurant, dans ce vide de pouvoir, l'anarchie règne dans les zones rurales et un véritable massacre inter-ethnique et politique a été déclenché, dont on estime qu'il pourrait avoir causé environ 50'000 morts et a provoqué jusqu'ici environ un demi million de personnes déplacées ou de réfugiés (infra, no. 4). La situation demeure indécise et dangereuse dans le pays en raison de l'absence totale de pouvoir gouvernemental civil effectif.

1. Le jeudi 21 octobre vers les trois heures du matin, le 11ème bataillon blindé et le 2ème bataillon de parachutistes stationnés dans des camps militaires près de Bujumbura déclenchèrent, après avoir coupé les accès à la ville, l'attaque contre le Palais présidentiel. Bien que prise par surprise, la garde présidentielle, après avoir "déguisé" le Président en soldat ordinaire, parvint à échapper l'encercllement des forces putschistes

Dodis





et à s'enfuir avec le Président dans leur camp de Muha. La garde présidentielle se compose d'effectifs recrutés de toutes les régions et ethnies du pays. Elle était la seule troupe considérée comme vraiment loyale au Président Ndadaye, démocratiquement légitimé par les élections du 31 mai, tandis qu'il était notoire que le reste de l'armée composée traditionnellement d'une large majorité de Tutsis avait déploré la chute du Président Buyoya et regrettait amèrement l'avènement au pouvoir des Hutus confirmé par la large victoire du parti du Président Ndadaye, le Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU) lors des élections parlementaires du 29 juin. Rien de plus normal que le Président et son gouvernement confiaient souvent des tâches de surveillance de points et installations stratégiques aux membres de la garde présidentielle, laquelle dans la nuit, lors de l'attaque des forces rebelles, ne disposait sur place que d'environ la moitié de ses effectifs. Rien d'étonnant non plus que les forces putchistes ne rencontrèrent pas grande difficulté à encercler le camp de Muha et à le soumettre aux feux des chars blindés pendant plusieurs heures à l'aube du 21 octobre. C'est à ce moment que pour la première fois, le chef de l'Etat-major, le Colonel Jean Bikomagu, fit son apparition: Il réclame le Président en se faisant passer pour un porte-parole des forces rebelles et en laissant comprendre aux fidèles de la garde présidentielle que les troupes putchistes voulaient uniquement régler "une affaire d'argent" (paiement et augmentation de leur solde) et qu'une fois un accord trouvé avec le Président, ils rentreraient dans leurs casernes. La garde présidentielle acculée par l'encercllement et prêtant croyance aux paroles du chef de l'Etat-major qui, plus qu'un porte-parole des rebelles, semblait agir comme un médiateur de bonne foi, libérèrent le Président. Celui-ci fut amené au camp du bataillon des parachutistes et le même jour en fin de matinée, fut pendu dans l'une des barraques du camp, non sans qu'on lui ait montré au préalable les dépouilles mortelles du Ministre de l'intérieur (Juvenal Ndayihera), du chef des services de renseignements, ainsi que du Président et du Vice-Président de l'Assemblée Nationale, eux aussi ayant été assassinés sauvagement. L'armée ne procéda à l'enterrement du Président et de ses proches que le dimanche, pour éviter que la nouvelle de l'assassinat de Ndadaye - dont les rumeurs non-confirmées à ce sujet circulaient déjà à Bujumbura et Kigali le vendredi matin - ne vienne échauffer les esprits de la population.

2. Le jeudi après-midi encore, les putchistes - après avoir annoncé le jeudi soir à huit heures la création d'un "Conseil National du Salut Public", proclamèrent l'état d'urgence, interdisant tout voyage à l'intérieur du pays, empêchant la réunion de plus de deux personnes, déclarant le couvre-feu de six heures du soir à six heures du matin, en fermant les frontières et les accès internationaux à la capitale et enfin en coupant les lignes de télécommunication avec l'étranger. Dans les deux jours qui suivirent l'attaque au Palais présidentiel, l'incertitude la plus grande régnait, car le Comité National du Salut Public brilla par son mutisme si ce n'est que pour annoncer le vendredi à Radio



- 3 -

Burundi que l'ancien Ministre de l'intérieur François Ngeze, un Hutu, avait été nommé le nouveau Président du pays. Par la même occasion, la station en cause annonça que le Comité National du Salut Public envisageait d'inviter notamment les représentants des églises pour expliquer les raisons du coup d'Etat. Ce n'est qu'au courant du dimanche - à la suite des condamnations unanimes du coup d'état par la communauté internationale et l'opposition interne de la population - que le Comité National du Salut Public, par l'intermédiaire de son Président Ngeze et du fameux chef de l'Etat-major, Jean Bikomagu, s'est déclaré prêt à remettre le pouvoir au gouvernement en exil du Président Ndadaye en échange toutefois de l'assurance d'une amnistie. L'incertitude règne quant aux véritables dirigeants du coup, devant l'échec et le désastre causés. L'incertitude également règne quant aux mobiles qui ont entraîné ces hommes à cet acte déraisonnable. Si les considérations ethniques jouent certainement un rôle, il est beaucoup plus probable que des ambitions personnelles et la rancune à l'encontre du gouvernement FRODEBU - issu victorieux d'une manière assez inattendue lors des dernières élections - de quelques membres du mandarinat politique et militaire traditionnel, soient à la base des événements vécus. On soupçonne, à côté de Ngeze et Bikomagu, des proches des anciens Présidents Bagaza - qui nie toute implication - et Buyoya.

A Bujumbura, la révolte semble, une semaine après le coup, avoir perdu de son élan: Les soldats sont rentrés aux campements et le fameux chef de l'Etat-major, Jean Bikomagu, qui encore une semaine plutôt avait trahi et livré à sa mort le Président Ndadaye, assure que les militaires reconnaissent de nouveau la légitimité du gouvernement démocratique élu en juin et que l'armée rentrera dans ses casernes. Selon les dernières informations, dix des responsables du coup auraient été appréhendés - 40 auraient pu s'enfuir au Zaïre, et le Président du Comité National du Salut Public serait retenu dans sa résidence par des forces fidèles au gouvernement. Il n'en demeure pas moins que dans certaines zones rurales, les tueries se poursuivent et que pour cette raison le gouvernement en exil réfugié dans l'Ambassade de France hésite à quitter son lieu "d'asile" et continue à postuler l'envoi d'une centaine de soldats internationaux pour rétablir l'ordre et renforcer les restes de la garde présidentielle demeurée loyale au gouvernement.

3. Les informations sur les événements dans les deux à trois jours après le coup d'état sont encore très fragmentaires et imprécises. Il semblerait, comme les nouvelles des derniers jours viennent de le confirmer, qu'assez rapidement une résistance - très désorganisée et chaotique au début - se soit lentement formée à l'intérieur du pays d'une part, et que d'autre part, des massacres d'une violence et d'une ampleur inconnue jusqu'alors éclatèrent en raison de l'absence de pouvoir gouvernemental qui caractérisa les jours après le coup et qui plongea - à l'exception de Bujumbura même où un calme relatif régna - le pays dans l'anarchie absolue. C'est ainsi que encore le jeudi et le vendredi plusieurs Ministres



du gouvernement du Président Ndadaye parvinrent à se réfugier dans les Ambassades de France (notamment le Premier Ministre, Madame Kinigi, le Ministre des Affaires étrangères, M. Ntibatunganya, le Ministre du travail, M. Nyangoma, le Ministre de la Communication, M. Ngendahayo) et d'Allemagne (le Ministre des Transports, M. Niyonkuru), lesquelles formèrent dès samedi un gouvernement en exil en accordant en session extraordinaire du lundi 25 octobre les pleins pouvoirs de représentation à leur collègue le Ministre de la Santé, M. Minani, qui au moment du coup d'état se trouvait, comme le Ministre de la Justice, M. Dwina Bakana, à Kigali au Rwanda. A l'heure actuelle, bien que lundi encore le porte-parole du gouvernement en exil, le Ministre de la Communication, avait indiqué que son gouvernement "était en train d'essayer de regrouper les forces et les militaires loyaux pour qu'ils répondent à nos directives et non plus aux putchistes", force est de constater que sur le plan politique on est confronté à l'impasse totale à Bujumbura, les putchistes ayant d'une part perdu visiblement le contrôle de la situation, l'armée ou plutôt les différents corps qui la composent, agissant à leur gré, et d'autre part, le gouvernement en exil ayant rejeté la demande de pourparlers et d'amnistie des putchistes, ne se voit pas en mesure d'agir ou même de quitter leur exil, en l'absence de forces militaires suffisamment loyales capables de rétablir un pouvoir gouvernemental effectif. C'est ainsi que le gouvernement en exil a lancé un appel pour l'envoi d'une "force d'interposition internationale" pour assurer sa sécurité. Appel auquel il n'a pas encore reçu de réponse, bien qu'à l'heure actuelle soient réunis à Kigali depuis mercredi passé, le Président du Rwanda, Juvenal Habyarimana, les Premiers ministres du Zaïre et de la Tanzanie, le Secrétaire général de l'OUA, Salim Ahmed Salim, ainsi que l'émissaire spécial du Président égyptien, M. Said Rifaat, chargés notamment d'étudier la possibilité de mettre sur pied une "force d'interposition" africaine.

4. Les aspects les plus dramatiques du coup d'état du jeudi 21.10, sont sans aucun doute les tueries et massacres inter-ethniques déclenchés surtout dans les zones rurales du nord du Burundi. Dès vendredi 22.10. une vague de réfugiés Burundais affluait vers le sud du Rwanda et dont les descriptions des horreurs vues et vécues, permettent de dresser un premier bilan qui peut se résumer comme suit:

A Bujumbura, après les événements du jeudi, la situation est restée relativement calme, si ce n'est que des tirs sporadiques dans les quartiers périphériques et des affrontements nombreux, mais plutôt isolés, entre Hutus et Tutsis, sans qu'aucun bilan n'ait pu être établi. Au demeurant, dimanche près d'un millier de personnes ont manifesté contre le coup d'état à Bujumbura dans le calme et sous la surveillance des forces armées. Un calme plutôt éphémère règne à Bujumbura bien que l'aéroport soit réouvert depuis mercredi et les communications internationales soient réétablies. La présence du Secrétaire général adjoint de l'ONU, James Jonah, à Bujumbura garantirait pour l'instant du moins un certain ordre dans la capitale.



- 5 -

C'est surtout dans les provinces du nord (Kayanza, Ngozi), du nord-est (Kirundo, Karuzi) et du centre (Muramvya, Gitega) qu'au courant du vendredi/samedi 22/23.10. des tueries d'entités militaires à l'encontre de la population civile (généralement des Hutus) commencèrent, sur quoi des pogromes à l'encontre des Tutsis et des opposants au parti gouvernemental FRODEBU se seraient perpétrés. L'armée, notamment dans la province de Muramvya, aurait procédé - après avoir évacué les Tutsis - à des massacres en masse de la population Hutu en utilisant notamment des hélicoptères. D'après des premières estimations le carnage inter-ethnique aurait déjà causé 50'000 morts (dans la province de Karuzi à elle seule, environ 5'000).

Ce n'est qu'au courant du mercredi 27.10 qu'il semblerait que les tueries dans les zones rurales aient commencé à prendre de l'intensité. Ceci pour plusieurs raisons: tout d'abord une grande partie de la population menacée s'est enfuie, d'autres ont formé des noyaux de résistance dans les écoles, hôpitaux, etc.

Bien que les mass media, se basant essentiellement sur les rapports des réfugiés Burundais au Rwanda et sur les déclarations faites par le Ministre de la santé, Jean Minani, imputant la plupart des atrocités commises aux militaires de l'ethnie Tutsi, force est de constater que l'absence des forces de l'ordre et de pouvoir gouvernemental, a fait exploser non seulement les haines inter-ethniques des deux côtés - il est connu que dans la capitale Bujumbura dans certains quartiers majoritairement habités par des Hutus, la population Tutsi s'est vu obligée de quitter leurs demeures afin de ne pas se faire massacrer par des pogromes populaires - mais aussi a ouvert la voie à des "règlements de comptes" personnels (conflits familiaux, litiges fonciers, etc.). Le conflit n'est donc pas seulement ethnique, bien que la situation démographique (population majoritairement Hutu - environ 85% - dominé jusqu'alors par une caste politique et militaire - l'armée compte environ 5000 hommes -) prêterait à accorder un poids presque exclusif aux questions tribales. En fait, d'autres éléments, notamment l'allégeance politique (FRODEBU ou UPRONA) et sociale, ainsi que des conflits régionaux (les trois Présidents qui précédèrent Ndadaye étaient originaires de la province de Bururi, tandis que Ndadaye - comme l'ancienne famille royale - tient ses origines dans la province de Muramvya) jouent un rôle important. Que la question ethnique n'est pas la seule à la base du coup d'état et des massacres qui se sont perpétrés depuis lors, est rendue manifeste non seulement par le fait qu'aussi bien du côté du gouvernement FRODEBU élu en juin, la minorité Tutsi était bien représentée par huit ministres - dont le Premier Ministre, Mme Kinigi, actuellement Présidente du gouvernement en exil dans l'Ambassade de France -, que du côté du Comité National du Salut Public où on trouve des Hutus, notamment son Président Ngeze, mais aussi et surtout par le fait que l'armée dont la plupart des cadres proviennent traditionnellement de la région du Bururi a largement épargné cette région, pour commettre la plupart des atrocités dans



- 6 -

le nord et le centre du pays, notamment dans la région de Muramvya.

En ce qui concerne les réfugiés, il n'existe que des chiffres approximatifs. Il semblerait, d'après des premières informations du HCR qu'environ 250'000 personnes se seraient réfugiées au Rwanda, 40'000 en Tanzanie et autour de 15'000 au Zaïre. Ces chiffres, en tout cas en ce qui concerne le Rwanda, semblent quelque peu exagérés. Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays est inconnu. D'après les dernières estimations, il s'agirait également de centaines de milliers de personnes. En tout et pour tout, il semblerait qu'environ un demi-million de personnes (civiles) aient été affectées personnellement par les événements de la semaine passée, ce qui correspond à presque 10% de la population du pays, estimée à 5,6 millions d'habitants.

Bien que le coup d'état du 21 octobre ait échoué, il est certain que les putschistes et les agents provocateurs derrière eux n'auront pas seulement causé la mort et le malheur de milliers de personnes innocentes, mais seront parvenu à empoisonner efficacement pour de nombreuses années à venir la réconciliation ethnique et politique au Burundi, laquelle - peut-être trop naïvement - le Président Ndadaye et son gouvernement du FRODEBU avaient voulu faire avancer à marche forcée. Enterrée aussi, est l'illusion pour l'observateur occidental, qu'une élection démocratique et l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement qui se veut éclairé, conciliant et tolérant, suffisent et parviennent dans un proche avenir à dominer les forces obscures et ataviques qui règnent malheureusement encore dans une large mesure en Afrique noire et dans ses classes politiques traditionnelles, comme l'ont montré à nouveau les événements tragiques de ces derniers jours au Burundi.

LE CHARGE D'AFFAIRES A.I. DE SUISSE



C. Dubler

Annexe: Note de l'Ambassade du Burundi à Nairobi du 29.10.1993

Copie (sans annexe):

- Secrétariat politique, DFAE
- DDA, Section Afrique de l'Est, DFAE
- Ambassade de Suisse, Kigali
- Ambassade de Suisse, Kinshasa
- Agence consulaire de Suisse, Bujumbura







## REPUBLICQUE DU BURUNDI



AMBASSADE A NAIROBI

Nairobi le .....

P.O. Box 44439

Phone 218458

Telex: 22425

Fax: 219005

- 2 -

barricadées et les ponts coupés par la population, se livrait sans témoins aucun, l'auto - élimination du peuple burundais par sa composante ethnique.

Les communications avec l'extérieur du pays ont été interrompues, les frontières ainsi que l'aéroport international de Bujumbura fermés.

5. En plus des victimes qui s'estiment par milliers par jour, les services du Haut Commissariat des Nations - Unies pour les Réfugiés dénombrent déjà autour de 600.000 réfugiés dans les pays limitrophes dont plus de 400.000 au Rwanda.

6. Prévenu du danger qu'ils couraient, la plupart des membres du Gouvernement ont pris refuge dans des Ambassades de Bujumbura. Deux d'entre eux étaient à l'extérieur du pays en missions officielles : le Ministre de la Santé Publique à Kigali et le Secrétaire d'Etat au Plan à Nairobi.

7. Les responsables de l'armée nationale, ayant assuré de leur loyauté au Gouvernement, lui ont demandé de reprendre leurs fonctions, suppléer la carence de l'autorité née du drame et adresser un message à la Nation pour arrêter le carnage.

.../...



## REPUBLICQUE DU BURUNDI



AMBASSADE A NAIROBI

Nairobi le .....

P.O. Box 44439

Phone 218458

Telex: 22425

Fax: 219005

- 3 -

8. Craignant pour leur sécurité, les membres du Gouvernement ont refusé de sortir de leur refuge mais ont accepté d'adresser un message à la Nation. Ils ont également refusé de négocier avec les putschistes qui demandaient une amnistie inconditionnelle. Ils demandent en outre l'intervention d'une force étrangère pour le rétablissement de la paix et du pouvoir. Le Ministre de la Santé Publique se trouvant à Kigali, le Dr. Jean MINANI, a été désigné par le Gouvernement en exil comme son Représentant itinérant et plénipotentiaire.

9. La communauté internationale s'est montrée sensible et choquée par ce drame. Le Conseil de Sécurité des Nations - Unies, l'Organisation de l'Unité Africaine et plusieurs pays ont condamné sans réserve ce coup de force aux institutions démocratiques. Un Envoyé Spécial du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations - Unies a visité le Burundi pour l'aider à sortir de la crise. De hautes autorités des pays limitrophes (Rwanda, Zaïre, Tanzanie) ainsi que le Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine se sont également rencontrés à Kigali pour le même objectif.

.../...



REPUBLIQUE DU BURUNDI



AMBASSADE A NAIROBI

Nairobi le .....

P.O. Box 44439

Phone 218458

Telex: 22425

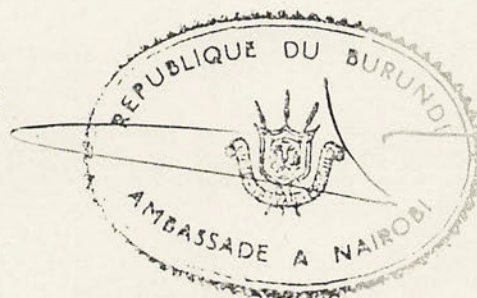
Fax: 219005

- 4 -

L'Ambassade de la République du Burundi saisit cette occasion pour renouveler au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération du Kenya, aux Missions Diplomatiques accréditées au Kenya ainsi qu'aux Organismes internationaux basés à Nairobi les assurances de sa haute considération.

Nairobi, le 29 octobre 1993.-

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES  
 ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE  
 MISSIONS DIPLOMATIQUES ACCREDITEES  
 AU KENYA  
 ORGANISMES INTERNATIONAUX BASES...  
 A NAIROBI

NAIROBI.-